

Unité départementale de l'Eure
12 rue de Melleville
27930 ANGERVILLE LA CAMPAGNE

ANGERVILLE LA CAMPAGNE, le
26/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/09/2022

Contexte et constats

Publié sur



De Almeida Metaux

51 rue de la Friserie - Le Long du Bois
Francheville
27160 VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON

Références :
Code AIOT : 0005804963

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/09/2022 dans l'établissement De Almeida Metaux implanté 51 rue de la Friserie - Le Long du Bois Francheville 27160 VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- De Almeida Metaux
- 51 rue de la Friserie - Le Long du Bois Francheville 27160 VERNEUIL D'AVRE ET D'ITON
- Code AIOT : 0005804963
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

La société De almeida métaux exerce son activité 51 rue de la Friserie, Francheville, Verneuil sur avre et d'iton. Elle y exploite un centre de collecte et de tri de déchets métalliques ferreux et non ferreux et de batteries aux plombs. La plupart des déchets sont apportés sur le site par les particuliers et les artisans eux-mêmes. La société De almeida métaux assure la collecte pour quelques industriels. Sept personnes sont employées sur le site. Les horaires d'ouverture sont du lundi au samedi : 8h30-12h et 13h30-17h.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Situation administrative
- Prévention des pollutions
- Prévention des risques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
2	Consistance des installations autorisées	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.4	/	Sans objet
3	Exploitation conformément à l'arrêté préfectoral	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.2	/	Sans objet
4	Etat des stocks déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.3	/	Sans objet
5	Etat des stocks des déchets dangereux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1	/	Sans objet
6	Registres	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.4.1	/	Sans objet
7	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.3	/	Sans objet
8	Dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2	/	Sans objet
9	Auto-surveillance des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 9.2.2	/	Sans objet
10	Caractéristiques générales des rejets eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.5	/	Sans objet
11	Valeurs limites d'émission des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.9	/	Sans objet
12	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.6.3	/	Sans objet
13	Protection des milieux récepteurs	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.6.4.1	/	Sans objet
14	Consigne en cas de pollution	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.4.1.2	/	Sans objet
15	Installation électrique	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.2	/	Sans objet
16	Ventilation des locaux	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.3	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
17	Imperméabilisation des stockages	Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit communiquer auprès de l'inspection un porter à connaissance, sous un délai de 6 mois mettant à jour la situation administrative de l'établissement et intégrant les dangers et nuisances que peut représenter le remplacement de la cisaille. Les différentes modifications apportées par l'exploitant au sein de l'établissement devront être intégrées dans le porter à connaissance de l'installation, les différents enjeux et risques devront y être analysés.

L'exploitant doit remédier aux observations présentes dans le rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Situation administrative, Tableau de classement
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées</p> <p>Constats : L'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter une ICPE du 21 mars 2014 a acté le tableau de classement de l'entreprise De Almeida Métaux. Le 30 mars 2015, la société a déposé un récépissé de déclaration pour la rubrique 2791-2 pour un tonnage journalier inférieur à 10 tonnes/jour. Actuellement la découpe à la cisaille est de 6 tonnes/jour.</p> <p>Le site relève du régime de l'autorisation pour la rubrique 2718-1. L'inspection indique à l'exploitant que la rubrique 2713-1 est actuellement régie par le régime de l'enregistrement suite à un changement de nomenclature. Cependant l'établissement relève du régime de l'autorisation pour toutes procédures de modifications de son site (extension, ...). L'activité relevant de la rubrique 2791-2 est sous le régime de la déclaration et l'activité relevant de la rubrique 2714 est non classée. Des changements de classification ont eu lieu pour deux rubriques non classées de l'installation. Notamment l'activité de la rubrique 1220 est devenue 4725 et l'activité de la rubrique 1412 qui est devenue 4718-1.</p> <p>L'exploitant prévoit d'installer sous un mois une nouvelle cisaille (rubrique 2791) ayant une plus grande capacité de déchet que la précédente. Le tonnage journalier de cette cisaille représentera 12 tonnes/jour.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il souhaiterait augmenter la capacité de la rubrique 2714 et indique réceptionner des équipements contenant des pneumatiques. L'exploitant doit quantifier en m³ le volume de pneumatiques réceptionnés sous la rubrique 2663.</p> <p>Observations : Dans le cadre du remplacement de la cisaille, l'exploitant doit déposer un dossier de porter à connaissance auprès de l'inspection, actualisant le tableau de classement du site et intégrant les dangers et nuisances que peut représenter le remplacement de cisaille. Par ailleurs, l'exploitant doit informer l'inspection du nouveau volume de la rubrique 2714 et définir le volume en m³ de la rubrique 2663. Ces éléments devront être intégrés au porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Consistance des installations autorisées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 16 554 m ² . L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : une partie du bâtiment (756 m ²) comprenant les bureaux, l'atelier de maintenance, les métaux de valeur, l'espace accueil, de pesée et de stockage des métaux non ferreux, une aire de stockage extérieure des métaux neufs et de réemploi destinés à la vente, des zones de stockages et de tri des ferrailles extérieures sur dalle béton, un chariot élévateur, une pelle hydraulique, un poste de découpe au chalumeau, un camion.
Constats : Des aménagements ont été opérés au niveau du site. La SCI DE ALMEIDA est devenu propriétaire du site en 2014. La surface du site est inchangée et reste inférieure à 16 554 m ² . Désormais, DE ALMEIDA Métaux exploite la totalité du bâtiment présent sur le site, ayant une surface de 1300m ² . L'aire de stockage des métaux neufs et de réemploi destinées à la vente en direct a été déplacée à l'intérieur du hangar au niveau de la partie qui était précédemment louée. Les 2 hangars de 50m ² ont été supprimés. L'atelier et le stockage d'huile ont été installés dans le hangar de 210m ² . Une aire bétonnée a été créée au niveau du stockage des bennes vides.
Observations : Les transformations devront figurer dans le porter à connaissance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation conformément à l'arrêté préfectoral

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation conformément à l'arrêté préfectoral
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Les batteries, récupérées sur les véhicules, doivent être stockées dans des bennes spécifiques étanches (et résistantes à la corrosion), entreposées sur une aire étanche à l'abri des eaux pluviales. Le stockage des batteries sera séparé du dépôt de gaz par un mur béton présentant une hauteur de 2,2 mètres et une épaisseur de 35 cm.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté que les batteries sont stockées dans le hangar principal qui est en tôle et que l'oxygène est en extérieur.
Observations : L'exploitant devra aborder dans le porter à connaissance ces transformations et mettre en conformité sous 2 mois les conditions de stockage des batteries et de l'oxygène.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Etat des stocks des déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks des déchets non dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité maximale de déchets autorisée à être entreposée dans l'établissement est de 1 500 tonnes.
Constats : La quantité totale de déchet au sein de l'établissement calculé à partir de l'état des stocks édité le 06/09/2022 par l'exploitant est de 808,324 tonnes. La quantité de stockage est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Etat des stocks des déchets dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks des déchets dangereux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La quantité totale de batterie au plomb susceptible d'être présente dans l'installation est de 12 tonnes
Constats : La quantité totale de batterie au plomb au sein de l'établissement calculé à partir de l'état des stocks édité le 06/09/2022 par l'exploitant est de 11,710 tonnes. La quantité de stockage est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Registres_circuits des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour des registres où sont consignés tous les déchets.</p> <p>Ces registres des déchets contiennent au moins, pour chaque flux de déchets, les informations suivantes :Le registre des déchets entrants contient au moins, pour chaque flux de déchets entrants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de réception du déchet ; la nature du déchet entrant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ; la quantité du déchet entrant ; le nom et l'adresse de l'installation expéditrice des déchets ; le nom et l'adresse du ou des transporteurs, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; le cas échéant, « le numéro de notification prévu par le règlement susvisé » ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation selon les annexes I et II de la directive susvisée. <p>Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> la date de l'expédition du déchet ; la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du Code de l'environnement) ; la quantité du déchet sortant ; le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ; le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du Code de l'environnement ; le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ; le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement susvisé ; le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive susvisée ; la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du Code de l'environnement. <p>Constats : L'exploitant a communiqué à l'inspection la première page des registres des déchets entrants et sortants des périodes du 01/01/2021 au 31/12/2021 et du 01/07/2022 au 31/07/2022.</p> <p>Les registres des déchets entrant et sortant sont correctement complétés par l'exploitant.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des réseaux publics de collecte sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître : l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation, les dispositifs de protection de l'alimentation (implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) les secteurs collectés et les réseaux associés les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</p> <p>Constats : En 2022, l'exploitant a modifié une partie du réseau d'eaux pluviales de son établissement. Il a également augmenté la surface du bassin de rétention des eaux pluviales et des effluents en provenance d'une pollution accidentelle. L'ancien séparateur à hydrocarbure a été remplacé par un nouveau.</p> <p>A la suite de l'inspection, l'exploitant a communiqué à l'inspection, un schéma reprenant les différents réseaux (eaux potable, assainissement et eaux pluviales) ainsi que les différents ouvrages afférents.</p> <p>Observations : Une date doit être ajoutée au schéma. Les dispositifs d'obturation des eaux pluviales doivent apparaître sur le schéma. La totalité des eaux pluviales du site ne transite pas par le débourbeur-déshuileur. Les modifications ainsi que le nouveau dimensionnement du séparateur à hydrocarbure devront apparaître dans le porter à connaissance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.2.4.2
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec les milieux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Un dispositif d'obturation du réseau d'eaux pluviales est mis en œuvre. Ce dispositif est maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p> <p>Ce dispositif est ensuite testé mensuellement. Le résultat de ce contrôle est enregistré par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : L'exploitant dispose de deux dispositifs d'obturation des eaux pluviales. La consigne de fonctionnement des vannes est défini à travers les consignes en cas de pollution.</p> <p>Observations : Les dispositifs d'obturation des eaux pluviales doivent être signalés au sein de l'établissement. L'exploitant devra compléter le registre de fonctionnement des vannes dès qu'elles seront contrôlées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Auto-surveillance des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 9.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Auto-surveillance des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les mesures sont effectuées selon les normes en vigueur dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation. L'exploitant doit réaliser par un organisme agréé, selon une fréquence semestrielle, un contrôle des eaux pluviales traitées avant leur rejet dans le milieu naturel en aval du déboureur déshuileur. Cette auto-surveillance permettra de contrôler le dimensionnement, l'entretien et le bon fonctionnement de l'ouvrage de traitement du site
Constats : L'exploitant a présenté les deux derniers contrôles réalisés par KALITE'O de Gasny (27620) sur le précédemment séparateur à hydrocarbure. Les contrôles ont eu lieu semestriellement soit le 15 mars 2022 et le 2 juillet 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Caractéristiques générales des rejets eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Caractéristiques générales des rejets eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Avant rejet, et sans préjudice des objectifs de qualité du milieu récepteur et d'autres réglementations spécifiques, les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : Température : 30 °C pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l
Constats : Les caractéristiques pré-citées sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Valeurs limites d'émission des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites d'émission des eaux pluviales
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration définies : Paramètre Concentrations instantanées (mg/l) MES : 35 * Hydrocarbures Totaux : 5 Métaux totaux (Zn+Cu+Ni+Al+Fe+Cr+Cd+Pb+Sn) : 15 Indice phénols : 0,3 Chrome hexavalent : 0,1 Cyanures totaux : 0,1 AOX : 5 Arsenic: 0,1 * La valeur limite d'émission du paramètre MES pourra être revue en fonction des résultats de quatre mesures successives et de la capacité du milieu récepteur à assimiler ce paramètre.
Constats : Les valeurs limites sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ; d'une réserve d'eau de 180 m³ destinée à l'extinction, accessible en toutes circonstances et localisée à une distance de l'installation à 200 mètres au plus. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 90m³/h. Une aire d'aspiration de 32 m² minimum disposant d'une force portante identique à la voie d'accès des engins de secours est implantée au droit de la réserve. Un panneau réglementaire interdit le stationnement devant cette réserve avec la mention « réservé pompiers ».</p> <p>d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.</p> <p>Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : Suite à l'inspection, l'exploitant a communiqué un schéma de localisation des extincteurs et des produits dangereux au sein de l'installation.</p> <p>Les extincteurs ont été contrôlés le 16/11/2020 et le 23/11/2021, par Sécurifeu.</p> <p>L'inspection a soulevé un problème de date pour la même prestation entre le registre de sécurité et la facture. En effet la date d'intervention diffère d'une journée entre ces deux documents.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit veiller à ce que le prestataire annote les mêmes informations sur le registre de sécurité que dans la facture.</p> <p>L'exploitant doit faire valider par le SDIS, le nombre d'extincteur nécessaire sur la dalle qui a été décoffrée le 31 août 2022. Le cas échéant, les extincteurs devront être installés sous un délai de 3 mois. L'exploitant communiquera le bon de commande signé à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Protection des milieux recepteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.6.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, Bassin de confinement et bassin d'orage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 130 m ³ avant rejet vers le milieu naturel.
Constats : Suite à la création d'une nouvelle dalle étanche pour le stockage des bennes, l'exploitant a augmenté la surface du bassin de collecte des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie. Le bassin étanche à désormais une surface de 600m ³ . Actuellement le bassin est clôturé par du grillage de chantier.
Observations : L'exploitant doit justifier auprès de l'inspection le dimensionnement du bassin et ajouter ces informations dans le porter à connaissance qu'il communiquera à l'inspection. L'exploitant doit mettre en place une clôture autour du bassin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Consigne en cas de pollution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consigne en cas de pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir une consigne définissant la conduite à tenir en cas de pollution accidentelle. L'exploitant dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbant
Constats : L'exploitant dispose de consignes en cas de pollution et d'incendie sur le même document.
Observations : L'exploitant doit ajouter à la consigne en cas d'incendie, la fermeture des vannes d'obturation pour confiner les eaux d'extinction incendie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Installation électrique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Installation électrique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les installations électriques et d'éclairage doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation et aux normes en vigueur. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.
Constats : Le dernier rapport de vérification électrique a été réalisé le 5 avril 2022 par Bureau Veritas. 5 observations ont été relevées et 3 éléments n'ont pas pu être contrôlés. Le compte rendu de vérification périodique des installations électriques réalisé par Veritas le 5 avril 2022 conclut que l'installation électrique ne peut pas entraîner des risques d'incendie et d'explosion.
Observations : Il est de la responsabilité de l'exploitant de remédier aux observations présentées dans le rapport de vérification électrique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Ventilation des locaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 7.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Ventilation des locaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du Code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage. La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).
Constats : L'atelier et le bâtiment ne sont pas pourvus de ventilation. L'exploitant déclare travailler les portes ouvertes dans ses deux locaux.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Imperméabilisation des stockages

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/03/2014, article 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Imperméabilisation des stockages
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : La première dalle s'effrite et est fissurée. Elle n'est plus étanche. L'exploitant explique être en procès avec le maçon suite à ces malfaçons. Il attend le verdict du jugement pour réaliser des travaux.
Observations : L'exploitant doit procéder aux réparations de la dalle sous un délai de 2 mois suite au verdict du jugement. La dernière dalle étanche réalisée par l'exploitant ne doit pas conserver d'interstices permettant l'écoulement de pollution dans le sol.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet